

Crise au Venezuela : le dessous des cartes

La crise actuelle qui secoue le Venezuela doit être analysée en tenant compte de certains aspects historiques concernant la domination étasunienne sur l'Amérique latine et sur un contexte géopolitique tendu suite à l'impossibilité pour l'Empire US de maintenir un monde unipolaire notamment suite au repositionnement de la Russie et de la Chine sur la scène internationale.

Les vraies raisons de cette hostilité : l'impérialisme américain

En 1823, Monroe, le cinquième président des USA, énonce la fameuse doctrine dite « doctrine Monroe » dans un contexte politique agité qui voit les colonies espagnoles se soulever contre leur métropole. Le roi d'Espagne, pour maintenir sa domination dans cette région, demande l'aide d'autres puissances européennes. Les Russes franchissent aussi le détroit de Bering et s'installent en Alaska. Cette doctrine préconise la non-intervention des puissances européennes en Amérique Latine et décrète que le continent reste la chasse gardée de Washington. Toute intervention dans cette vaste région sera perçue par la Maison Blanche comme une menace à sa sécurité !

Dès lors, la liste des interventions étasuniennes dans cette région n'a cessé de s'allonger. Depuis 1824, on compte près de 50 interventions étasuniennes directes ou indirectes dans ce continent dont les plus retentissantes ont été celles de 1846 qui ont permis à Washington d'agrandir considérablement leur surface territoriale en annexant le Texas, la Californie, le Nevada, l'Utah et le Nouveau-Mexique, celle de 1903 qui a vu la création de l'état actuel du Panama par les USA, celle de 1914 qui a permis de mettre la main sur le canal de Panama, celle de 1954 au Guatemala pour renverser le président démocratiquement élu Jacobo Arbenz, celle de 1964 au Brésil qui mit fin au gouvernement de Joao Goulart et qui vit naître une féroce dictature militaire qui dura jusqu'en 1985 et bien sûr le renversement de Salvador Allende en 1973 appuyé par la CIA.

L'impérialisme étasunien a pour but de diriger le monde, d'abattre d'éventuels rivaux, de contrôler les richesses naturelles et leurs acheminements dans les centres économiques. Pour ce faire, ce régime se donne le droit d'éliminer tout

gouvernement ou groupe d'intérêts s'opposant à leur hégémonie. Les USA sont aujourd'hui la plus grande menace pour la paix mondiale et la stabilité internationale. A ce titre, Madelaine Albright, qui avait été interrogée par Lesley Stahl, avait justifié la mort de 500'000 enfants iraqiens suite à l'inique embargo iraquien sur ce pays.

Dès la création des Etats-Unis, les pères fondateurs de ce pays avaient estimé que leur pays avait une destinée manifeste à jouer et était le phare de l'humanité. Ainsi Thomas Paine écrivait que l'Amérique est née pour régénérer l'Ancien Monde et a le devoir d'accomplir une mission universelle. Alfred Mahen, amiral étatsunien, préconisait la domination maritime pour contrôler le commerce mondial et s'assurer de l'ouverture des marchés. Il estimait aussi que les puissances maritimes l'emporteront toujours sur les nations terrestres comme la Russie ou l'Allemagne. George Kennan, politicien étatsunien chargé notamment de la planification au Département d'Etat a écrit : *« Avec seulement 6,3% de la population mondiale, nous représentons près de 50% de la richesse mondiale...Dans cette situation, il est impossible que nous n'éveillions pas l'envie et le ressentiment. Notre tâche principale, dans les années à venir, est de mettre en place un système de relations internationales qui nous permettent de maintenir ce déséquilibre...Nous devrions cesser d'évoquer des principes aussi irréalistes et flous que les droits de l'homme, l'amélioration du niveau de vie et la démocratisation. Le jour n'est pas loin où nous allons devoir nous positionner en termes de rapport de forces pur ¹ ».*

Paul Wolfowitz, néoconservateur étatsunien, a rédigé un document en 1992 qui définit les priorités stratégiques des Etats-Unis. Dans ce document, il est clairement indiqué que les USA doivent s'opposer militairement à toutes les puissances régionales qui pourraient contrer leur hégémonie.

Ces chiffres démontrent la capacité de nuisance militaire des USA :

- présence militaire dans 176 pays,
- le budget militaire de 2019 est de 716 milliards de dollars, le plus élevé du monde,
- 800 bases militaires US dans environ 70 pays,

¹ *De la Guerre comme politique étrangère des Etats-Unis*, Noam CHOMSKY, Ed Agone, 2001, pp.30-31

- Plus de 70 interventions militaires dans le monde².

Les richesses naturelles

Il est aussi nécessaire de s'arrêter un instant sur l'économie du Venezuela et sa principale ressource qu'est le pétrole.

En effet, l'histoire et le développement économique de ce pays sont indéniablement liés à celle du pétrole. L'or noir a été exploité dans ce pays en 1922. Mais la rente de cette matière a été gaspillée par l'ancienne oligarchie de ce pays. Jusqu'en 1975, l'industrie pétrolière de ce pays est contrôlée par des multinationales US et britanniques notamment. L'industrie vénézuélienne du pétrole a été nationalisée et la compagnie pétrolière vénézuélienne, Petroleos de Venezuela SA (PDVSA) est dirigée de façon autoritaire et opaque comme un état au sein de l'état. Elle a aussi beaucoup investi aux USA dans l'achat de raffineries (ce qui explique pourquoi de nos jours, le pétrole vénézuélien est encore vendu aux USA). La direction trouva tous les moyens pour diminuer le paiement des redevances à l'Etat. Par exemple, elle versa 71 cents à l'Etat pour un dollar de rapport brut en 1981 puis 39 cents seulement en 2000³. Les directions successives ont toujours été hostiles à l'OPEP et ont tenté à plusieurs reprises de revenir à des privatisations. Les responsables de cette entreprise ont d'ailleurs activement au coup d'état de 2002.

Mais la hausse des revenus provoqua une dépendance étroite au pétrole et la production agricole fut délaissée. Cet abandon entraîna un exode rural massif et de nombreux ruraux s'entassèrent dans de sordides bidonvilles. A la fin des années 80, le prix du pétrole chutant, le gouvernement est endetté. On comprend donc que lorsque Chavez arrive au pouvoir en décembre 1998, il ne trouve pas une situation stable. L'une des premières mesures prises par le gouvernement bolivarien est d'instaurer une réelle souveraineté nationale sur les richesses naturelles et l'interdiction de privatiser le pétrole. Le

² <https://www.mondialisation.ca/le-reseau-mondial-des-bases-militaires-us/5331393> et <https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/130817/chronologie-des-interventions-militaires-des-etats-unis-dans-les-ameriques> , consulté le 24.09.2019

³ www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-917_fr.html , consulté le 24.02.2019

gouvernement de Chavez décrète, en novembre 2001, la loi sur les hydrocarbures et double les royalties versées à l'état ; il augmente aussi les impôts et impose une transparence comptable et fiscale pour cette compagnie. Chavez utilise aussi le pétrole comme un instrument essentiel de la politique étrangère de ce pays. De plus, lors du sommet énergétique des Caraïbes, en juin 2005, 15 pays se sont associés pour fonder Petrocaribe. Il s'agit d'une alliance régionale qui a pour but de fournir du pétrole à plusieurs pays de la région avec des tarifs préférentiels et des facilités de paiement.

Actuellement, Maduro vient de prendre la présidence de l'OPEP en janvier et autorise les Russes à venir exploiter le pétrole vénézuélien. Il a proposé de payer le pétrole dans une autre monnaie que le dollar ce qui a sans doute signé son arrêt de mort comme jadis pour Saddam Hussein et Mouammar Khaddafi. Ce pays possède la première réserve de pétrole au monde dont environ une réserve prouvée de 298 milliards de barils de pétrole. Ce pays comprend aussi la deuxième réserve d'or au monde ainsi que du cobalt. Il possède aussi 3% des réserves de gaz. A noter que le pétrole met 4 jours pour aller dans une raffinerie étasunienne.

La politique étrangère vénézuélienne

Depuis la création de la république bolivarienne, la politique étrangère chaviste dérange Washington et ses laquais. Tout d'abord, loin de se limiter au seul Venezuela, les concepts bolivariens prônent une solidarité avec les autres pays de l'Amérique Latine. Ce principe constitue d'ailleurs l'une des trois racines de la révolution bolivarienne. Ainsi Hugo Chavez a présenté une nouvelle vision et intégration géopolitiques de cette région par la création de l'ALBA (Alternative Bolivarienne pour les Amériques). L'ALBA, par sa vision progressive et sociale du développement, s'oppose à la ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques) qui permet la domination et l'exploitation économiques étasuniennes sur cette région. Colin Powell l'a lui-même reconnu. L'ALBA influence déjà fortement la Bolivie et l'Equateur. Le Venezuela participe aussi à la constitution d'un nouveau pôle (dans l'espoir d'avoir un monde multipolaire) qui s'oppose à

l'impérialisme et à l'unilatéralisme américain, plus virulent que jamais depuis l'effondrement de l'URSS. A ce titre, ce pays a entrepris des relations diplomatiques et politiques très étroites avec l'Iran et la Syrie ce qui vaut à Caracas les foudres de Washington. Le gouvernement chaviste partage les mêmes préoccupations que Damas et Téhéran concernant les problèmes au Moyen-Orient provoqués par la prépondérance politique et militaire américano-israélienne. Lors de l'invasion israélienne au Liban durant l'été 2006, Chavez était d'ailleurs sur le point de rompre les relations diplomatique avec l'état hébreux et est respecté dans le monde arabo-musulman pour ses positions pro palestiniennes. En outre, ce pays cherche aussi à créer une OPEP du gaz. Etant en but à l'opposition constante de Washington, Caracas s'est tourné vers la Russie pour moderniser son armée. En décembre 2018, des avions russes Tupolev ont pu se poser au Venezuela ce qui a provoqué l'ire de Washington. Le 30 janvier, le Wall Street Journal a écrit un article qui explique que le but recherché à travers la déstabilisation du gouvernement vénézuélien est un premier pas vers une réorganisation de l'Amérique latine et de réduire l'influence de la Chine, de la Russie et de l'Iran dans la région. En outre, c'est John Bolton, conseiller à la sécurité nationale étatsunien, qui a défini cette nouvelle stratégie de remodelage de la région et qui s'en prend nommément à ce qu'il appelle « la troïka de la tyrannie » composée par le Nicaragua, Cuba et le Venezuela⁴. Il se réjouit de les voir disparaître.

A travers ces explications, on comprend dès lors que les arguments avancés par les USA et leurs laquais européens sont infondés.

Je ne peux résister à l'envie de citer ici le testament politique de Chavez qui préconise les objectifs suivants : l'indépendance nationale, la poursuite de la construction du socialisme bolivarien au XXIème siècle, la création d'une zone de paix en Amérique, la contribution à un monde multipolaire et le sauvetage de la vie sur terre (on comprend mieux pourquoi l'Empire s'acharne sur ce pays).

⁴ <https://www.wsj.com/articles/u-s-push-to-oust-venezuelas-maduro-marks-first-shot-in-plan-to-reshape-latin-america-1154888252> , consulté le 3.03.2019 et <https://www.moonofalabama.org/2019/01/venezuela-coup-attempt-part-of-a-larger-project-military-intervention-likely-to-fail.html#more> , consulté le 3.03.2109

Juan Guaido et Cie

Le déclenchement de cette nouvelle crise a commencé lorsque Juan Guaido, député à l'assemblée nationale et peu connu, s'est autoproclamé président du Venezuela le 23 janvier. Il a été immédiatement soutenu par Trump et Pence qui ont même appelé à une intervention militaire contre ce pays. Certains pays de l'UE soutiennent ce clown ainsi que quelques pays sud-américains mais la plupart des membres de la communauté internationale reconnaissent le seul président démocratiquement élu : Nicolas Maduro.

Les mensonges de l'oligarchie et des grands médias

Ils prétendent rétablir la démocratie mais c'est faux car, depuis l'arrivée de Chavez, il n'y a pas eu moins de 23 élections différentes. Maduro a lui aussi été élu d'abord le 14 avril 2013 avec 50,61% des suffrages puis en mai 2018 avec 67,7% des votants (5'832'738 voix) alors que l'opposition avait appelé au boycott du scrutin. Chaque élection avait été contrôlée par des observateurs internationaux. Jimmy Carter a déclaré en 2012 que le processus électoral est le meilleur au monde⁵. Chaque processus de vote comporte trois garanties anti-fraude : une empreinte digitale, un vote électronique et un reçu papier. Pour l'élection de 2013, il y avait 173 observateurs internationaux qui ont reconnu la transparence du régime. En plus, Obama a décrété ce pays comme une menace nationale pour les USA. Juan Guaido n'a jamais été élu par personne au poste de président. Il s'est lui-même autoproclamé président du Venezuela le 23 janvier puis il obtient rapidement le soutien des USA et de quelques pays européens et latino-américains à la botte de l'Empire. Il appelle même à une intervention militaire américaine. Trump et Pence se montrent aussi de plus en plus menaçants. Pourtant 86% des Vénézuéliens sont contre une intervention militaire. Juan Guaido est notamment soutenu par Netanyahu, le bourreau du peuple palestinien. Il est aussi soutenu par Jair Bolsonaro qui a récemment dit

⁵ www.blos.mediapart.fr/pizzicalaluna/blog/220518/venezuela-pizzi-les-usa-ont-destabilise-renverse-ou-assassine , consulté le 24.02.2019

qu'il fallait épurer le Brésil des communistes, que les mouvements sociaux qui seraient contre lui seront assimilés à des terroristes et qui se distinguent par des propos homophobes et misogynes. Ce dernier s'est par ailleurs fait récemment baptisé en Israël pour obtenir le vote des évangélistes brésiliens.

Ils prétendent que le bilan de Maduro est catastrophique au niveau économique. Même si on ne peut pas nier que le gouvernement ait commis des erreurs, sans oublier la baisse des prix du pétrole, il est clair que la guerre économique menée par Washington contre ce pays, notamment par les sanctions, depuis 2008, a fortement préjudicié la situation économique vénézuélienne. Par exemple, le Venezuela avait voulu rapatrier son or placé dans la banque d'Angleterre mais cette dernière refuse⁶. En avril 2018, les USA et la Colombie créent un groupe pour bloquer l'importation de médicaments et de d'aliments. 9 millions de dollars de l'état du Venezuela pour des dialyses sont bloqués, les patients en seront donc privés. L'organisme européen Euroclear détient 1,6 milliards de dollars du gouvernement vénézuélien. Il faut aussi tenir compte des problèmes climatiques notamment de la sécheresse catastrophique de 2016. Alfred de Zayas, haut fonctionnaire onusien, déclare dans une interview pour le journal britannique The Independent que la situation économique actuelle est due en partie aux sanctions américaines et que l'objectif réel est de faire main basse sur les richesses de ce pays. Le bilan de la révolution chaviste est pourtant éloquent et parle par lui-même. Christian Parenti a écrit sur le site Risal : *« Des millions de personnes ont appris à lire, des millions reçoivent des soins médicaux auxquels ils n'avaient pas accès auparavant, et 35 à 40% de la population fait ses achats dans des supermarchés subsidiés et détenus par le gouvernement. Les inscriptions dans les écoles primaires ont augmenté d'un million d'élèves car les écoles offrent désormais des repas gratuits aux enfants. Le gouvernement a créé différentes banques destinées à promouvoir des petites entreprises et des coopératives ; il a réaffecté une partie de l'armée à des travaux publics, et construit de nouveaux métros dans le pays. Pour encourager la production agricole dans un pays qui importe plus de 80% de sa consommation alimentaire, Chavez a créé un programme de réforme agraire visant à récompenser les agriculteurs qui*

⁶ <http://www.wikistrike.com/2018/11/la-banque-d-angleterre-fait-main-basse-sur-l-or-du-venezuela-d-une-valeur-de-550-millions-de-dollars.html> , consulté le 25.09.2019

*augmentent leur productivité*⁷». Il est nécessaire de comprendre qu'une bonne partie de l'économie vénézuélienne est restée capitaliste et que du fait du modèle de revenu basé depuis des décennies sur la rente pétrolière, le pays doit importer beaucoup de biens de consommation. Le gouvernement a investi plusieurs centaines de millions de dollars pour importer des médicaments et des vivres et a mis sur pied des comités. Et c'est là que la guerre économique intervient. Le secteur privé (66% de l'économie nationale) organise la pénurie des biens importés en les retirant des circuits de distribution afin de faire monter le mécontentement de la population. Par ailleurs, les marchandises et les médicaments qu'on ne trouve pas dans les commerces se trouvent au marché noir (mais dix fois plus chers) ou dans le Colombie voisine. Maurice Lemoine explique très clairement que l'on assiste à un sabotage du réseau de distribution du Venezuela⁸.

Une solution pour aider le Venezuela serait de lever immédiatement les sanctions injustes qui étranglent l'économie de ce pays et non pas de débloquer 5 millions pour de l'aide humanitaire. Par exemple, les sanctions empêchent ce pays de raffiner son or en Suisse. Il doit être maintenant commercialisé avec l'aide de la Turquie.

L'opposition se bat-elle réellement pour la démocratie :

Ils affirment que l'opposition est vertueuse et se battrait pour la démocratie et les droits de l'homme. Pourtant une certaine opposition n'a cessé de comploter contre Chavez puis Maduro pour garder leurs privilèges. Déjà en 2002, un coup d'état contre Chavez a été organisé par l'opposition avec Pedro Carmona qui occupera brièvement la présidence pendant 47 heures. Henrique Capriles, l'un des leaders de l'opposition y participera et ira même jusqu'à assiéger l'ambassade de Cuba. Par exemple, lors de la mort de Chavez en mars 2013, c'est Maduro, vice-président, qui devient président ad intérim en attendant les nouvelles élections qui auront lieu le 14 avril. L'opposition crie à l'usurpation sur cette présidence ad intérim pourtant c'est la constitution vénézuélienne qui stipule qu'en cas de décès du président c'est le vice-président qui assure la

⁷ www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-917_fr.html , consulté le 24.02.2019

⁸ <https://www.youtube.com/watch?v=cCdTWc0jI4g>

présidence ad intérim. Lors du résultat de cette élection qui voit la victoire de Maduro, Capriles la conteste aussi et déclenche une vague de violence qui fait 7 morts et 61 blessés. Le but est de faire partir Maduro. Puis, trois leaders de l'opposition : Ledezma, Maria Machado et Leopoldo Lopez (qui avait participé au coup d'état de 2002) appellent au chaos et veulent organiser la sortie de Maduro. Le ministère public est attaqué par leurs séides avec des cocktails Molotov, des voitures de police sont incendiées et des câbles sont tendus dans les artères de la capitale pour décapiter des motards. Des gens présumés chavistes ont été lynchés et brûlés dans la rue. Cette fois le bilan est plus lourd : 43 morts et 878 blessés. Il est condamné à 13 ans et 6 mois de prison. Le déchainement médiatique commence et on parle alors d'un prisonnier politique.

D'autres exemples, dans l'histoire récente de ce pays démontre que l'opposition est tout sauf démocratique. Le 6 décembre 2015 se tient l'élection législative. C'est l'opposition qui l'emporte (bizarre pour une dictature) ce qui a démontré une démobilisation de l'électorat chaviste sans doute liée à l'exaspération provoquée par les pénuries organisées et à une nouvelle bourgeoisie chaviste qui s'est installée. L'opposition aura 121 sièges contre 65 auparavant les chavistes passent de 98 à 55 sièges. Cette assemblée va tout naturellement être investie le 6 janvier 2016. Le Tribunal Suprême de Justice va annoncer la suspension de 4 députés (trois de l'opposition et un chaviste) qui sont soupçonnés de fraudes électorales. Mais l'opposition n'accepte pas ce décret et investit tout de même ses députés afin de pouvoir conserver la majorité des deux tiers qui lui est nécessaire pour obtenir des changements radicaux et notamment pour convoquer un référendum révocatoire à l'encontre du président (un précédent référendum avait été convoqué par l'opposition en août 2004 pour chasser Hugo Chavez mais 59% des votants ont refusé, curieux pour une dictature...). Les élus de cette assemblée vont proposer des lois plus hallucinantes les unes que les autres : par exemple, la loi d'amnistie qui propose d'amnistier tous ceux qui auraient commis des délits et des crimes contre l'ordre établi et la paix depuis le début de la période bolivarienne. Donc tous les opposants au chavisme pourraient être amnistiés y compris ceux qui ont commis des crimes et qui se sont enfuis à l'étranger. L'opposition demande aussi l'amnistie pour les spéculateurs et les

saboteurs⁹...Il est intéressant de se rendre compte qu'elle reconnaît implicitement sa participation à la guerre économique contre le mouvement bolivarien. Maduro refuse évidemment de signer ces lois et elles sont par ailleurs déclarées inconstitutionnellement par le Tribunal Suprême de Justice (TSJ)-

En mars 2017, cette assemblée est démise temporairement de ses pouvoirs par le TSJ du fait que les trois députés accusés y siègent toujours. Le TSJ exige que ces trois députés soient démis de leur fonction. Les chavistes sont divisés sur cela. Maduro va arbitrer entre ces tendances et finit par demander à ce que le TSJ revienne sur sa décision ce qui sera fait deux jours plus tard. L'opposition lance alors une nouvelle confrontation d'une violence inouïe : des bâtiments publics sont incendiés, des bandes armées s'attaquent à la police et aux citoyens. C'est dans les quartiers riches de Caracas que les manifestations les plus violentes ont lieu, on parle de révoltes des riches. Maduro convoque alors des élections pour une nouvelle assemblée constituante pour le 30 juillet. L'opposition annonce qu'elle ne participera pas à ces élections. Les violences se poursuivent et le 27 juin le ministère de l'Intérieur est attaqué par un hélicoptère avec à son bord un certain Oscar Perez, ancien officier de police vénézuélien. Puis une base militaire est attaquée le 6 août par des mercenaires. Dans la nuit du 29 au 30 juillet, un candidat chaviste à l'assemblée, José Félix Pineda est assassiné chez lui. L'opposition détruit des machines de vote et bloque l'accès à certains bureaux de vote. Les violences insurrectionnelles ont fait 123 morts dont de nombreux policiers. Les policiers qui ont commis des abus sont jugés et incarcérés ce que les médias ne nous disent pas. La droite a toujours appelé ouvertement au renversement du président.

Malgré cela, les chavistes gagnent ces élections.

Lors de l'élection présidentielle de 2018, un dialogue préalable a eu lieu entre l'opposition et le gouvernement sous l'égide de deux anciens présidents sud-américains et de José Luis Rodriguez Zapatero, ancien premier ministre espagnol. Un accord est trouvé et doit être signé le 7 février 2018. Mais, ce fameux jour Julio Borges, représentant l'opposition, ne signe pas cet accord suite à un appel de Washington. Zapatero dénoncera cette mascarade.

⁹ www.blogs.mediapart.fr/filip/blog/080717/Venezuela-revolution-bolivarienne-de-b-m-4, consulté le 2.03.2019

Actuellement, l'opposition est divisée. Henrique Capriles et Claudio Fermin refusent actuellement la violence séditeuse pratiquée par une partie de l'opposition.

Xavier CARLO, le 3.03.2019